

# AMATORA MU MAHORO

---

**Systeme de monitoring des principes démocratiques et de  
prévention de la violence électorale**



*Quatrième rapport*

**5 juillet - 15 août 2010**

## Table des matières

<b>Résumé .....</b>	<b>3</b>
<b>Contexte Politique .....</b>	<b>4</b>
<b>Analyse des données de la période du 5 juillet au 15 août 2010 .....</b>	<b>5</b>
1. <i>Violences électorales (Analyse des incidents de violence liés aux enjeux électoraux) .....</i>	<i>5</i>
• Auteurs des incidents de violence pour la période .....	7
• Victimes des incidents de violence pour la période.....	7
2. <i>Violences électorales (Analyse des indicateurs liés aux enjeux électoraux) .....</i>	<i>8</i>
3. <i>Initiatives de paix (Analyse des initiatives de paix liés aux enjeux électoraux) .....</i>	<i>10</i>
<b>Conclusion .....</b>	<b>13</b>
<b>Annexe .....</b>	<b>14</b>
• Note méthodologique sur les trois différents types de résultat .....	14
• Table des Illustrations .....	15

## Résumé

Le quatrième rapport **Amatora Mu Mahoro** (AMM), présente une analyse des incidents et des indicateurs de violence électorale, ainsi que des initiatives de paix, survenus sur l'ensemble du territoire burundais pendant la période du 5 juillet au 15 août 2010.

L'analyse faite des données fournies par les Points focaux du projet AMM permet de conclure que la fréquence des incidents de violence dans les provinces a diminué, passant de 180 cas d'incidents répertoriés dans le troisième rapport (période du 31 mai au 4 juillet) à 45 pour le présent rapport. La localisation de ces incidents reste principalement dans les mêmes provinces que lors de la période précédente : il s'agit de Bujumbura rural, Bujumbura Mairie, Gitega et Bururi. Aussi, le nombre d'initiatives de paix organisées pendant la période a diminué (177 initiatives de paix contre 312 pour la période précédente).

### **Analyse des incidents de violence électorale liés aux enjeux électoraux**

45 incidents de violence électorale ont été recensés, contre 180 pour la période précédente. Il s'agit majoritairement d'actes d'intimidation (11 cas), de manipulation des électeurs pour influencer le vote (7 cas), de détention arbitraire (5 cas) et de tentatives de meurtre (5 cas). Durant cette période, signalons également que 3 cas de meurtres à motivation politique ont été recensés.

Les incidents de violence répertoriés se concentrent dans les provinces de Bujumbura Mairie, Bujumbura Rural, Gitega et Bururi. Ces quatre provinces totalisent à elles seules 30 incidents, soit 67%. Sur les sept catégories d'auteurs d'incidents de violence que nous avons pu identifier pour la période, la majorité sont des membres des partis politiques avec 14 cas sur 45 incidents (soit 31%) et la police avec 6 cas (soit 13%). Les partis politiques, auteurs des incidents de violence sont principalement le parti CNDD FDD avec 10 cas (67%) et le FNL avec 3 cas (20%).

### **Analyse des indicateurs de violence électorale**

S'agissant des valeurs des indicateurs de violence, 4 communes sont jugées *fragiles*, contre 3 pour la période précédente. Les quatre communes jugées *fragiles*, sont les communes de Kamenge à Bujumbura Mairie, de Kabezi à Bujumbura Rural, de Gihanga dans la province de Bubanza et de Murwi dans la province de Cibitoke. En comparaison avec la période du 31 mai au 4 juillet, les communes de Kamenge et de Kabezi étaient déjà classées dans la catégorie des communes jugées *fragiles*, tandis que les communes de Gihanga et de Murwi étaient jugées *moyennes*. De plus, il y a 17 communes jugées *moyennes* contre 20 pour la période précédente. Parmi les 17 communes jugées *moyennes* pour cette période, 7 sont dans la Mairie de Bujumbura (soit 41 %).

### **Analyse des initiatives de paix**

177 initiatives de paix ont été recensées pour cette période contre 312 pour la période précédente. Le nombre des initiatives de paix a sensiblement diminué. Comme pour la période précédente, les messages de paix des leaders locaux gardent une place importante avec 38% (68 initiatives de paix). Les organisations religieuses et les églises sont à l'origine de la moitié des initiatives de paix organisées pendant cette période, avec 88 initiatives sur 177 (soit 50%).

Les initiatives autour de la résolution des conflits et de la cohabitation pacifique entre différents groupes politiques sont au nombre de 49, parmi lesquelles 18 sont spécifiquement adressées aux femmes et 9 aux jeunes. Les activités d'éducation civique et électorale ont considérablement diminué passant de 87 à 34. Ce type d'activité s'est concentré en début de processus électoral et semble moins pertinente une fois que les principaux scrutins ont eu lieu.

## Contexte Politique

---

La période comprise entre le 5 juillet et le 15 août 2010 est marquée par deux événements majeurs : les élections législatives et sénatoriales et la mise en place des conseils communaux dans la majeure partie du pays à l'exception de quelques communes pro-ADC-IKIBIRI où l'opération n'est pas finalisée.

Aux élections législatives du 23 juillet, sept partis politiques et deux candidats indépendants étaient en compétition après le retrait de l'ADC-IKIBIRI de la course électorale. Le CNDD-FDD a eu une écrasante majorité à l'Assemblée Nationale avec 81 députés contre 17 pour l'UPRONA, 5 pour le FRODEBU NYAKURI et trois TWA coptés.

Quant aux élections sénatoriales du 28 juillet, elles ont été organisées au niveau des conseils communaux issus des élections contestées du 24 mai 2010.

Le CNDD-FDD est sorti également vainqueur en remportant 32 des 41 sièges contre 2 de l'UPRONA, 3 Twa cooptés et les 4 anciens chefs d'État restant sénateurs à vie. Ces élections peignent le paysage politique post-transition dominé largement par un seul parti politique aux deux chambres du parlement. Néanmoins, quelques signes d'ouverture sont visibles et le Président de la République, lors de ses différents discours à la nation, réitère son engagement d'œuvrer pour tous les Burundais sans exclusion.

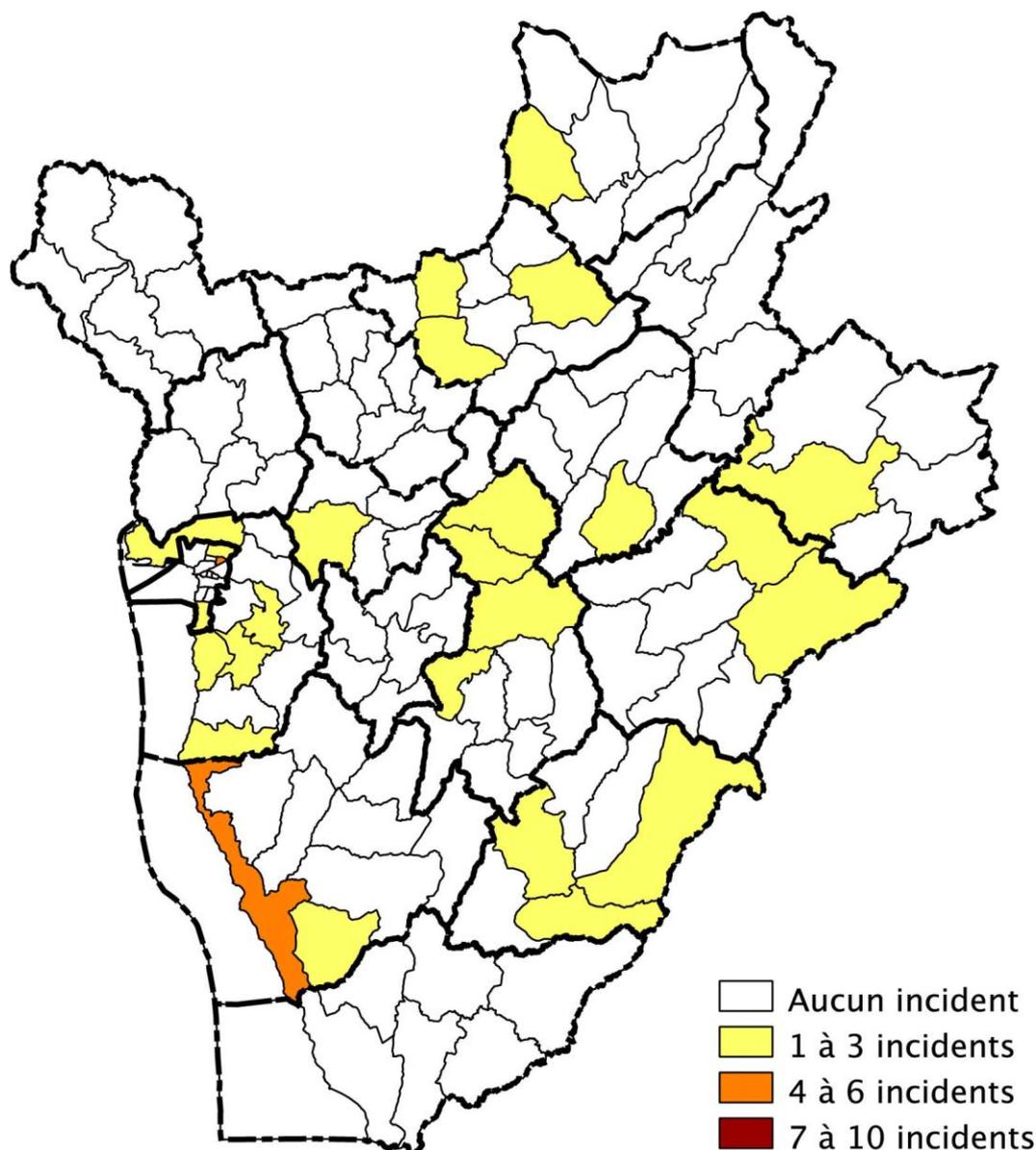
Le Président de la République a nommé son nouveau gouvernement, réduisant le nombre de ministères de 26 à 21. 14 ministères sont issus du CNDD-FDD, 3 de l'Uprona, 1 du Fodebu Nyakuri et 3 ministres sont dits « apolitiques ».

Mais l'avenir de l'opposition extra-parlementaire, représentée par l'ADC-IKIBIRI est un autre défi à relever. Un effort de dialogue est à consentir afin d'offrir des chances à la paix et au développement économique.

## Analyse des données de la période du 5 juillet au 15 août 2010

### 1. Violences électorales (Analyse des incidents de violence liés aux enjeux électoraux)

Cartographie 1 : Incidents de violence par commune au niveau national du 5 juillet au 15 août 2010



Au cours de la période du 5 juillet au 15 Août 2010, 45 incidents de violence ont été enregistrés. Ces incidents se concentrent dans les provinces de Bujumbura Mairie, Bujumbura Rural, Gitega et Bururi. Ces quatre provinces totalisent en effet à elles seules 30 incidents, soit 67%. La province de Rutana vient en 5<sup>ème</sup> position avec 4 incidents. S'agissant de ces incidents dans chaque province:

- Dans Bujumbura Mairie, les incidents se concentrent dans 3 communes seulement: Kamenge (6 incidents), Kinama (2) et Kanyosha (1);
- Dans la province de Bujumbura Rural, on note une certaine dispersion des incidents de violence sur

l'étendue de la province. Sur 11 communes, 5 ont connu des incidents : Kabezi (3 incidents), Mutimbuzi (2), Bugarama (1), Mutambu (1) et Nyabiraba (1);

- Dans la province de Gitega, on observe également une répartition des incidents de violence dans 4 communes sur les 11 que compte la province : Bugendana (3 incidents), Gitega (3), Giheta (1) et Nyarusange (1);
- Dans la province de Bururi, la majorité des incidents est concentrée dans la commune de Rumonge avec 5 incidents sur les 6 observés. L'autre cas a été observé à Vyanda. Notons que la commune de Rumonge est une commune à majorité UPD (parti « frère ennemi » du CNDD-FDD suite à l'emprisonnement d'Hussein Rajabu) ce qui pourrait expliquer un nombre élevé d'incidents de violence dans cette commune.

Les incidents de violence les plus fréquents pour cette période sont de 5 types :

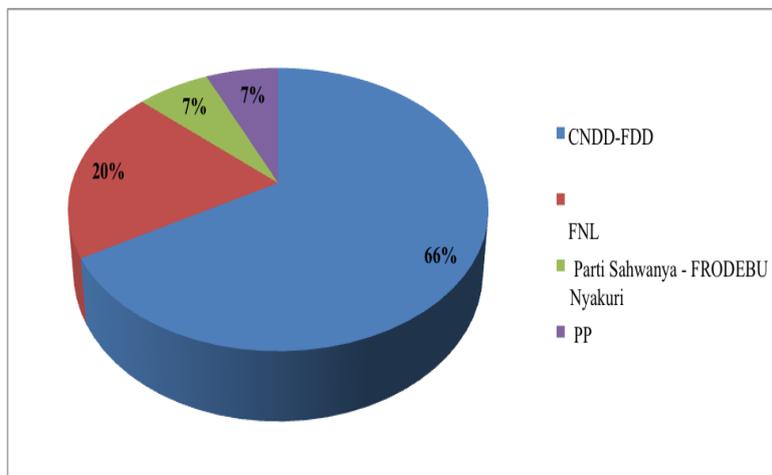
- **Intimidations:** 11 cas soit 24% (ex : Le 5 Juillet, dans la commune de Kamenge, au quartier Gikizi, un membre du parti FNL a reçu un message téléphonique lui disant qu'il devait démissionner dans les meilleurs délais de son parti pour adhérer au parti CNDD-FDD sinon il serait enlevé).
- **Manipulation des électeurs pour influencer le vote<sup>1</sup>** : 7 cas soit 16% (ex : le 9 juillet dans la commune de Nyabikere, après une réunion du CNDD FDD, chaque colline a reçu une somme de 30 000 Fbu avec l'objectif de motiver la population pour voter pour le parti).
- **Détention arbitraire** : 5 cas, soit 11 % (ex : Le 22 Juillet, dans la commune de Bukemba, des jeunes résidant dans la province de Ruyigi se rendaient en Tanzanie lorsqu'ils ont été arrêtés et incarcérés au poste de brigade de Gihofi. Ces jeunes, accusés par la police de former un réseau de rebelles, ont affirmé être plutôt à la recherche de travail. Ils ont par la suite été relâchés).
- **Tentative de meurtre** : 5 cas, soit 11 % (ex : Le 17 juillet, dans la commune de Bugendana, sur la colline Mwurire, une personne a été grièvement blessée par quatre membres du parti FNL l'accusant d'avoir quitté leur parti pour adhérer au parti CNDD-FDD. La victime est hospitalisée à l'hôpital de Mutoyi).
- **Meurtre** : 3 cas de meurtre, soit 6% (Le 09 juillet, dans la commune de Kanyosha, deux militants du CNDD FDD ont été tués par une bande armée; et le 16 juillet, dans la commune de Kabezi, dans la province de Bujumbura, un encadreur du lycée communal de Kinama a été tué par ses élèves. Ces derniers l'accusaient d'avoir dénoncé leur camarade à la police. En effet, les policiers sont venus arrêter un élève soupçonné d'avoir participé aux meurtres des membres d'une famille partisane du parti CNDD-FDD).

---

<sup>1</sup> Regroupement de deux catégories d'incident : « manipulation des électeurs » et « influence de vote »

- **Auteurs des incidents de violence pour la période**

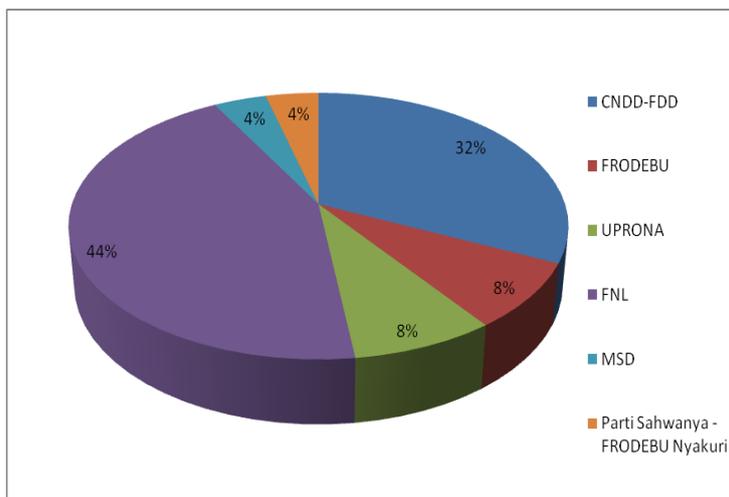
**Graphique 1 : Répartition des auteurs par parti politique**



Parmi les auteurs des incidents de violence que nous avons pu identifier pour la période, la majorité sont des membres des partis politiques avec 14 cas sur 45 incidents (soit 31%) et la police avec 6 cas (soit 13%). Les partis politiques, auteurs des incidents de violence, sont principalement le parti CNDD FDD avec 10 cas (66%) et le FNL avec 3 cas (20%).

- **Victimes des incidents de violence pour la période**

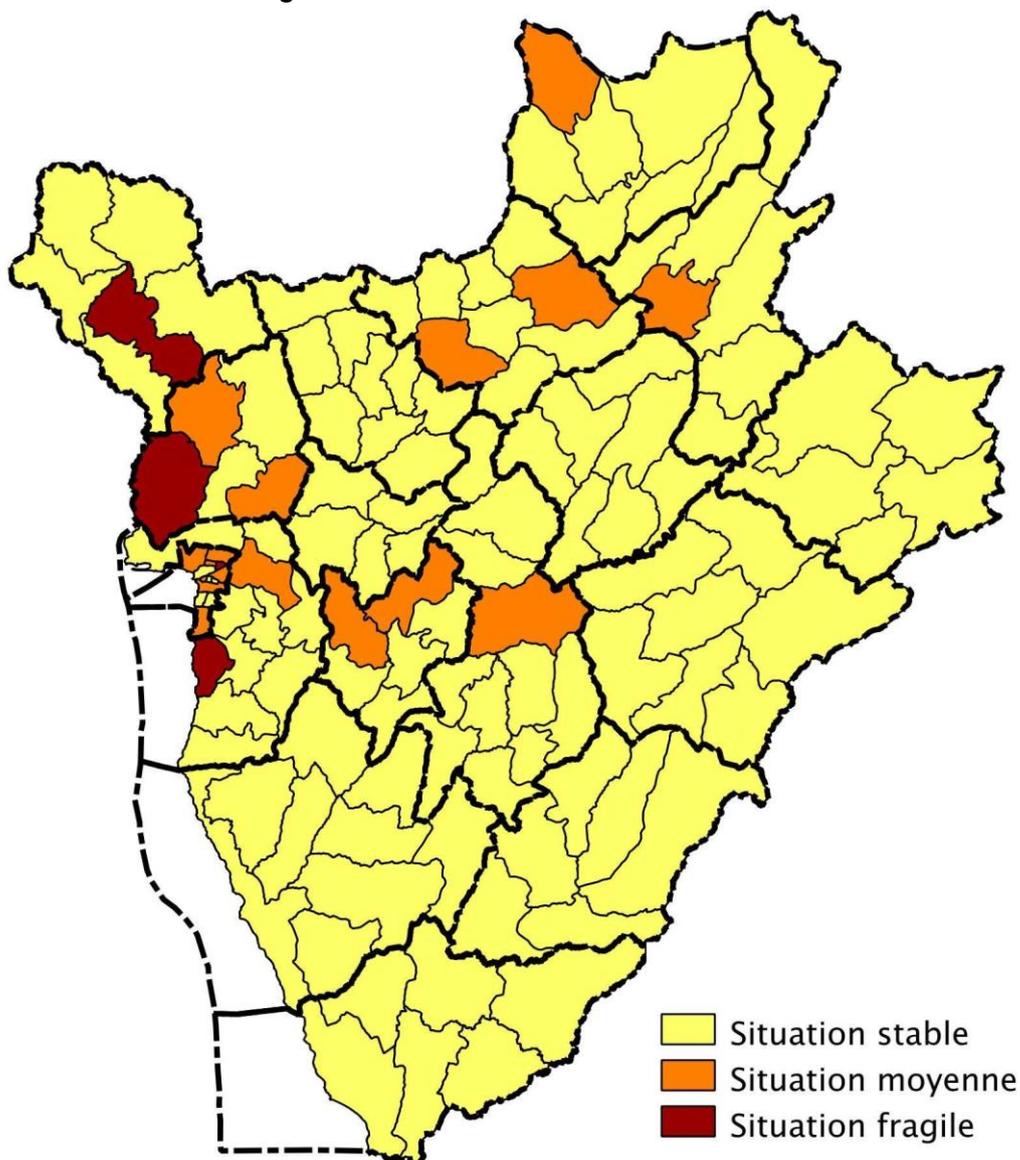
**Graphique 2 : Répartition des victimes des incidents de violence par parti politique**



De même que pour les auteurs, les victimes des incidents de violence sont majoritairement les membres de partis politiques (24 incidents soit 53 %). C'est donc des incidents commis par les membres de partis politiques, à l'endroit d'autres membres de partis politiques. Des tensions persistent, dans une moindre mesure, bien que l'on s'achemine vers la fin du processus électoral. Le parti FNL serait la principale victime des incidents de violence pour la période allant du 5 juillet au 15 août.

## 2. Violences électorales (Analyse des indicateurs liés aux enjeux électoraux)

Cartographie 2 : Communes fragiles



S'agissant des valeurs des indicateurs de violence, 4 communes sont jugées *fragiles*, contre 3 pour la période précédente. De plus, il y a 17 communes jugées *moyennes* contre 20 pour la période précédente. Parmi les 17 communes jugées *moyennes* pour cette période, 7 sont dans la Mairie de Bujumbura (soit 41 %).

Les quatre communes jugées *fragiles*, sont les communes de Kamenge à Bujumbura Mairie, de Kabezi à Bujumbura Rural, de Gihanga dans la province de Buzanza et de Murwi dans la province de Cibitoke.

Pendant la période du 31 mai au 4 juillet, les communes de Kamenge et de Kabezi étaient déjà classées dans la catégorie des communes jugées *fragiles*, tandis que les communes de Gihanga et de Murwi étaient jugées *moyennes*.

La commune de **Kamenge** est la commune jugée la plus *fragile*. Pour la période couverte par le présent rapport, elle a également enregistré le plus grand nombre d'incidents (6) dont quatre cas d'intimidations, un cas d'affrontement de groupes et un cas d'atteinte à l'intégrité physique.

La commune de **Kabezi**, deuxième commune dans la catégorie des communes jugées *fragiles*, a vu son indicateur de violence légèrement augmenter mais n'a pourtant enregistré que trois incidents pendant cette période, dont un cas de meurtre, un cas de détention arbitraire et un cas d'intimidation.

Les communes de **Gihanga** dans la province de Bubanza et **Murwi** dans la province de Cibitoke, jugées *moyennes*, pendant la période précédente, sont désormais jugées *fragiles*. Au contraire, la commune de Gihosha à Bujumbura Mairie, jugée *fragile* pendant la période précédente, est passée dans la catégorie des communes jugées *moyennes* pour cette période pendant laquelle aucun incident de violence n'a été enregistré.

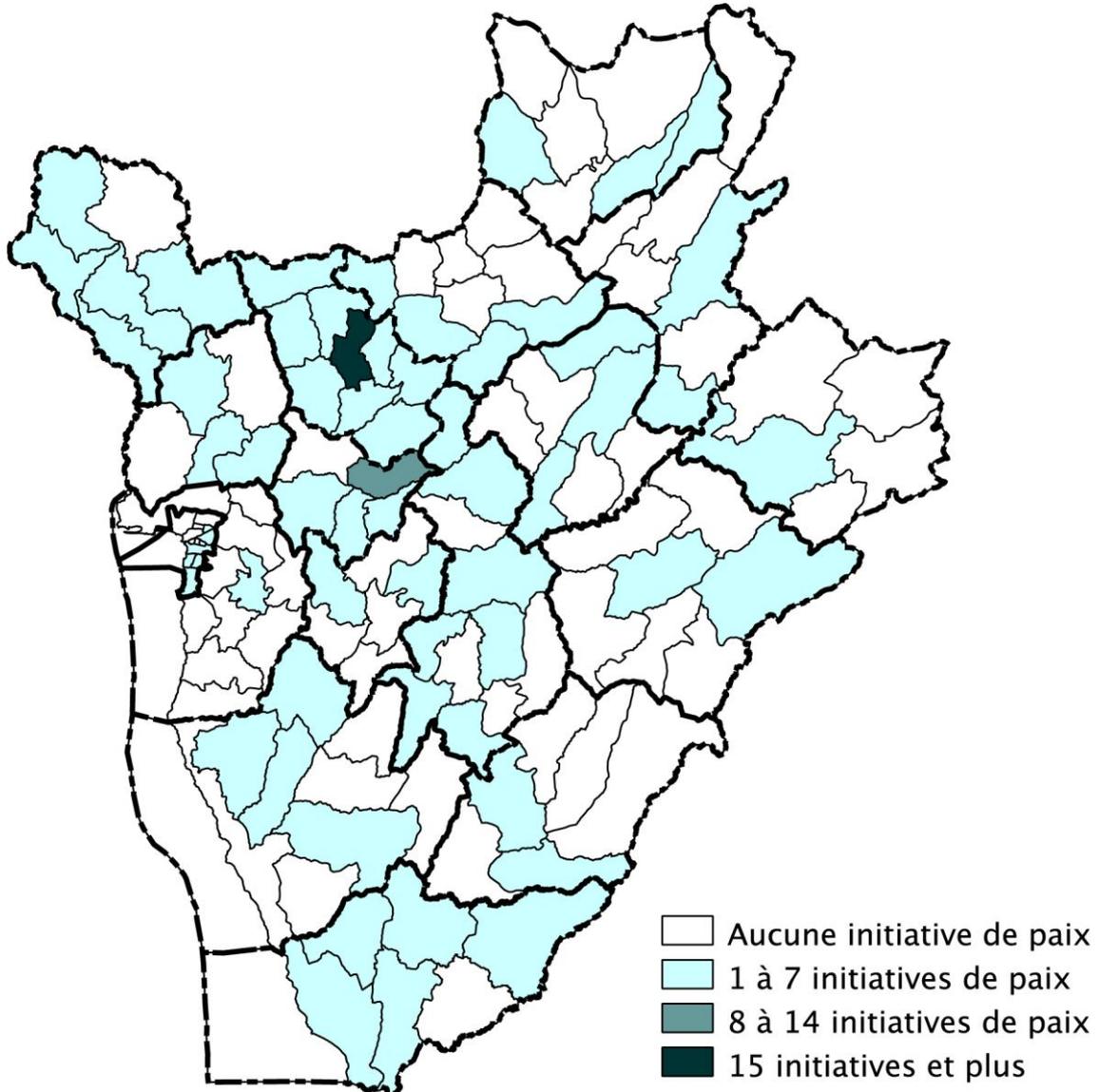
L'analyse des données depuis le 31 mai 2010 montre que la fréquence des indicateurs de violence est élevée dans les provinces proches de la capitale. Il en est ainsi des communes de Bubanza et de Gihanga (Bubanza), de Murwi (Cibitoke) et d'Isale (Bujumbura Rural). En effet, ces communes furent d'anciens États major des mouvements rebelles, qui favorisent une tension persistante au sein de la population et des violences potentielles.

Il y a lieu de constater, de ce qui précède, que les communes jugées *fragiles* ou *moyennes* pendant cette période couverte ne sont pas nécessairement celles qui ont enregistré le plus grand nombre d'incidents de violence, mais celles qui sont plutôt perçues par les Points focaux, comme sensibles et susceptibles d'être le théâtre de cas de violence.

La fragilité des communes de Kamenge, de Kabezi, de Gihanga et de Murwi, qui ont toutes des valeurs d'indicateurs de violence les plus élevées, pourrait, selon les points focaux, s'expliquer par la perception de l'existence de tensions entre différents groupes de jeunes et d'ex-combattants, de la prolifération d'armes légères et de nombreux cas d'atteinte au droit à l'intégrité physique et à la propriété (homicides ciblés, vols à main armée). Il en est de même des communes de Gihosha, de Isale et de Buterere qui, bien que jugées moyennes, ont des valeurs d'indicateurs de violence élevées selon les données récoltées entre le 5 juillet au 15 août 2010.

### 3. Initiatives de paix (Analyse des initiatives de paix liés aux enjeux électoraux)

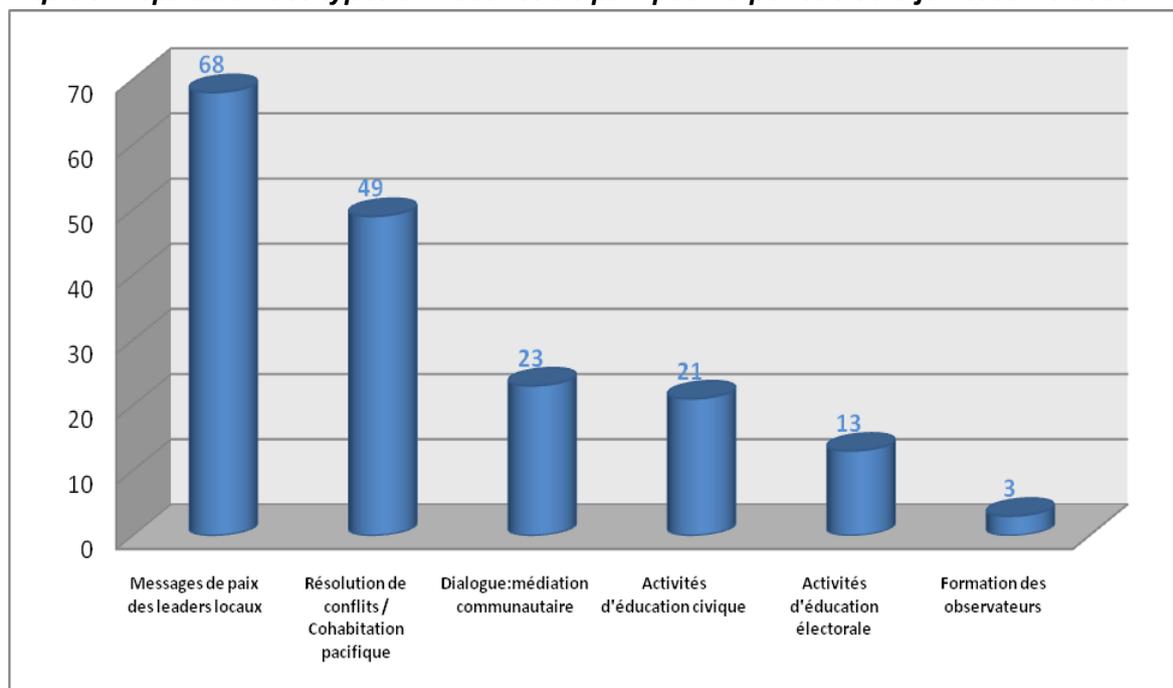
Cartographie 3 : Initiatives de paix par commune :



Il a été recensé, pour cette période, 177 initiatives de paix contre 312 pour la période précédente (31 mai au 4 juillet 2010). Kayanza reste la province comptant le plus d'initiatives de paix et particulièrement la commune de Gatara (16) où il s'agit, principalement, de messages de paix des leaders locaux. La commune de Mbuye (10), province de Muramvya, a enregistré des activités de résolution de conflits / cohabitation pacifique et d'éducation électorale.

Kayanza est la seule province qui enregistre plus de 15 initiatives de paix, contre 9 à la période précédente. Bujumbura rural et Kirundo n'ont enregistré que 2 initiatives de paix pour cette période contre 20 chacune pour la période précédente. Les provinces comptant le moins d'initiatives de paix sont Mwaro et Cankuzo.

**Graphique 3: Répartition des types d'initiatives de paix pour la période du 5 juillet au 15 août**



Comme pour la période précédente, les messages de paix des leaders locaux conservent une place importante avec 38% (68 initiatives de paix). Par exemple :

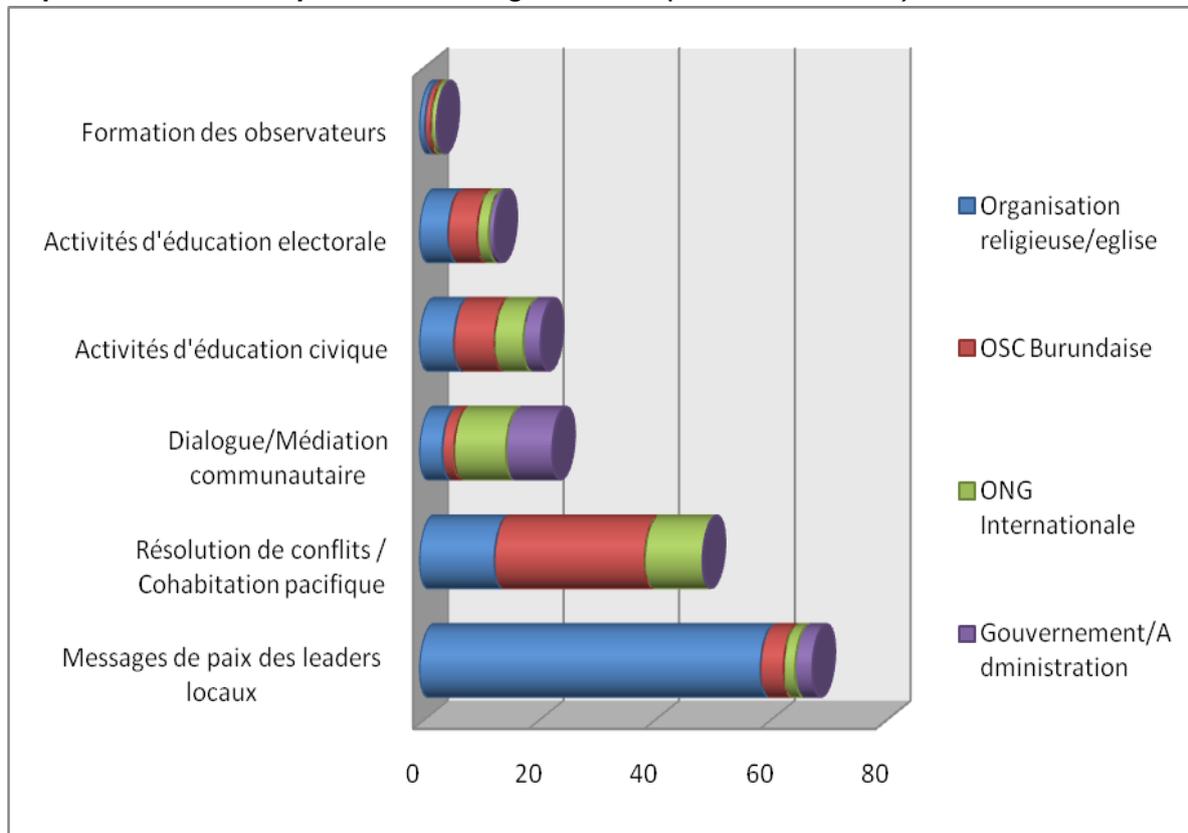
- Le 15 Juillet 2010, la paroisse Kivoga dans la commune de Rutana, a accueilli 61 membres paroissiaux de la commission Justice et paix appelés à garder toujours la paix sur leurs collines.
- Le 30 juillet 2010, à la Mosquée de la commune de Kayanza, Le prédicateur du Jour (l'imam) a félicité l'attitude et le comportement des musulmans de Kayanza (fraternité, cohésion sociale) et leur a sollicité de garder ce comportement.

Les initiatives visant en particulier la résolution des conflits et de la cohabitation pacifique entre différents groupes politiques sont au nombre de 49, parmi lesquelles 18 sont spécifiquement adressées aux femmes et 9 aux jeunes. Par exemple :

- Du 12 au 13 août 2010, au Centre Thérèse de Mushasha, dans la commune de Gitega, s'est tenu un Séminaire de formation pour inculquer à la jeunesse et aux membres des partis politiques, le comportement à adopter pendant la période électorale et post électorale. Les participants étaient les jeunes scouts de Gitega, Karusi, Ruyigi et de Cankuzo, ainsi que des membres de l'association REJA.
- Du 13 au 14 août 2010, dans la commune de Buganda, l'association Dushiramwe a sensibilisé les femmes sur le bien fondé de se faire élire, l'importance et le rôle de la femme burundaise dans les instances de prise de décision sur les collines et communes. L'importance du rôle de la femme dans la cohabitation pacifique entre les communautés au niveau local a été soulignée.
- Du 19 au 20 août 2010, le CAFOB (Collectif des Associations et ONG Féminines du Burundi) a organisé au centre de Gitega, un atelier de sensibilisation à l'intention des femmes candidates aux élections collinaires sur le comportement à adopter une fois élues, afin de respecter les autres et de veiller aux intérêts de tous.

Les activités d'éducation civique et électorale ont considérablement diminué passant de 87 à 34. Ce type d'activité s'est concentré en début de processus électoral et semble moins pertinente une fois que les principaux scrutins ont eu lieu.

**Graphique 4 : Initiatives de paix selon les organisateurs (en nombre de cas)**



Les organisations religieuses et les églises sont à l'origine de la moitié des initiatives de paix, avec 88 initiatives sur 177 (soit 50%) et en particulier des messages de paix. Par exemple :

- Le 18 juillet 2010, dans la commune de Kayogoro, un appel a été lancé aux chrétiens de l'église anglicane de Mugeregere pour sauvegarder la paix là où ils vivent tout en incitant ceux qui veulent perturber la paix, à revenir dans le droit chemin.

Ils sont particulièrement présents dans la province de Kayanza, comme pour le rapport précédent. A noter que le diocèse de Ngozi qui couvre la province de Kayanza est très actif. Par exemple :

- Le 25 juillet 2010, dans la commune de Muruta, lors du culte à la paroisse catholique Mubuga, l'orateur de la journée a invité les auditeurs à respecter les résultats du vote récent. Il a également affirmé que les vainqueurs doivent respecter les vaincus et gouverner pour les intérêts de toute la nation
- Le 15 août 2010, à la Paroisse Gatara, dans la commune de Gatara, le prêtre, lors d'une réunion de dialogue, a invité les chrétiens à s'aimer, à éviter la haine et la violence et à élire leurs représentants collinaires chrétiens capable d'organiser et de développer leur colline.

Les organisations de la société civile burundaise interviennent enfin au cours de cette période, avec 45 initiatives de paix soit 25%. Elles sont également les principales organisatrices des activités de résolution de conflits, en particulier en faveur des femmes et de cohabitation pacifique entre les différents partis politiques.

## Conclusion

---

On a pu constater une diminution du nombre d'incidents de violence pour cette période, ainsi que tout au long du processus électoral. Ce cycle électoral au Burundi est ainsi principalement caractérisé par une logique de violences pré-électorales plutôt que post-électorales. Les incidents enregistrés sont principalement des actes d'intimidation de l'électorat, plutôt que des incidents liés à la non-acceptation des résultats électoraux. Rappelons que ces pressions sur l'électorat ont eu lieu principalement dans les provinces ayant la population électorale la plus importante ainsi qu'une plus grande diversité politique.

Comme pour la précédente période, Il n'y a pas de corrélation systématique entre les incidents de violence et les initiatives de paix. Le nombre d'incidents de violence ne diminue pas automatiquement avec l'augmentation du nombre d'initiatives de paix. Il pourrait, cependant, y avoir dans certains cas, une certaine influence. Dans la commune de Rutana, par exemple, on peut observer une certaine corrélation entre le nombre d'incidents de violence et le nombre d'initiatives de paix. Cette commune comptait, pour la période précédente, un nombre élevé d'incidents de violence (9) et d'initiatives de paix (15), seuls 2 incidents ont été enregistrés pour la période considérée. Les dialogues communautaires et les messages de paix des leaders locaux, organisés lors de la période précédente, ont pu jouer un rôle dans la diminution du nombre de ces incidents.

## Annexe

- **Note méthodologique sur les trois différents types de résultat**

Le projet Amatora Mu Mahoro, fruit d'un effort conjoint de plus d'une dizaine d'organisations nationales et internationales, identifie les zones vulnérables à la violence électorale ainsi que les initiatives de paix à travers le pays. Le projet vise à soutenir des réponses appropriées et à promouvoir la tenue pacifique des élections de 2010 au Burundi. Amatora Mu Mahoro a démarré le 26 avril 2010 et se poursuivra jusqu'à la fin du mois de septembre, au terme du cycle électoral en cours au Burundi.

Amatora Mu Mahoro est basée sur la méthodologie de recherche appelée EVER (Electoral Violence Education and Resolution), développé par l'IFES en 2003 et implantée dans une dizaine de pays depuis. EVER a trois objectifs principaux : i) Utiliser des données fiables pour prévenir la violence électorale et encourager les initiatives de paix, ii) Cartographier et surveiller la violence électorale et les initiatives de paix d'une manière objective et fiable, et iii) Développer une meilleure compréhension des causes de la violence électorale et les stratégies de diminution de la violence.

Amatora Mu Mahoro rapporte les occurrences d'initiatives de paix et des incidents de violence recueillies auprès de plus de 400 points focaux, basés dans l'ensemble des 129 communes du Burundi. Les Points focaux sont supervisés par 34 Coordinateurs Provinciaux basés dans les 17 provinces du pays.

Ainsi, les Points focaux remplissent un formulaire d'incident pour chaque incident de violence notifié. De plus, les Points focaux remplissent, de manière hebdomadaire, un formulaire de situation et un *rapport hebdomadaire* des activités qu'ils transmettent aux Coordinateurs Provinciaux qui transmettent le tout à la Centrale d'Amatora Mu Mahoro basée à Bujumbura.

**1. Les résultats sur les indicateurs de violence** sont obtenus par le traitement des formulaires de situation, suivant la méthodologie suivante:

- Il a été dégagé la fréquence des réponses positives par sous-indicateur dans chaque commune
- Il a été établi une moyenne par sous-indicateur par commune.
- Grace aux résultats des sous-indicateurs, il a été possible d'établir un résultat global pour chacun des 10 indicateurs se trouvant dans le formulaire de situation.
- Ces derniers déterminent un résultat global permettant d'identifier et de qualifier la situation par commune et par province de *stable*, *moyenne* ou *fragile* :
  - Situation stable: La valeur de l'indicateur global se situe entre 0 et 1,99
  - Situation moyenne: La valeur de l'indicateur global se situe entre 2 et 3,99
  - Situation fragile: La valeur de l'indicateur global est égale ou supérieure à 4

La valeur de l'indicateur global peut varier entre 0 et 10. Il a été estimé que la situation serait jugée fragile lorsqu'au moins quatre indicateurs sur dix du formulaire de situation, ont une valeur positive. Le seuil de 4 a été choisi de manière à réajuster le biais des points focaux qui ont tendance à considérer les situations moins sensibles qu'elles peuvent l'être en réalité (constat fait suite à l'analyse exhaustive des formulaires de situation depuis le début du projet).

**2. Les résultats sur les incidents de violence** sont obtenus grâce au traitement des formulaires d'incident de violence envoyés par les Points focaux après envoi d'un SMS de notification à la Centrale d'Amatora Mu Mahoro. Le formulaire d'incident de violence donne plus de détails sur les circonstances de l'incident (Type de violence, motif, lieu, usage d'une arme, auteur et victime de l'incident). Ces formulaires d'incident permettent à Amatora Mu Mahoro d'avoir des informations fiables sur les occurrences de violence.

**3. Les résultats sur les initiatives de paix** sont obtenus par le traitement des rapports hebdomadaires des activités envoyés par les Points focaux. Ce recueil des données sur les initiatives de paix n'est pas exhaustif mais donne un panorama des activités de paix qui ont eu lieu au niveau communal pendant la semaine encourue.

-----

- **Table des Illustrations**

Cartographie 1 : Incidents de violence par commune au niveau national du 5 juillet au 15 août 2010 .....	5
Graphique 1: Répartition des auteurs par parti politique.....	7
Graphique 2 : Répartition des victimes des incidents de violence par parti politique .....	7
Cartographie 2 : Communes fragiles.....	8
Cartographie 3 : Initiatives de paix par commune : .....	10
Graphique 3: Répartition des types d'initiatives de paix pour la période du 5 juillet au 15 août.....	11
Graphique 4 : Initiatives de paix selon les organisateurs (en nombre de cas).....	12